

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

## L'ILLUSION DU POUVOIR

**L**a formation, l'intervention, l'extension d'une troisième force qui ne serait ni américaine ni russe, et que de Gaulle ou Thorez ne pourraient utiliser, sont subtilement devenues des thèmes largement discutés dans la presse gouvernementale.

Nous n'intenterons pas un procès en paternité à ceux qui représentent notre mot d'ordre — car, en dépit de l'identité de la formule, le contenu est entièrement différent.

Que représente, en effet, pour les ministres et ministriables des gouvernements « indépendants » l'idée de troisième force ? Tout simplement le maintien de la conception qui veut que les intérêts nationaux — et pour préciser, ceux de la bourgeoisie — doivent se défendre contre l'internationalisation de plus en plus poussée des problèmes et des solutions économiques, militaires, techniques.

Autrement dit, quand Ramadier, Blum, Bidault, Herriot parlent de troisième force, ils pensent à lutter en faveur de l'ancienne conception de la Nation contre la poussée générale à l'internationalisation, dont les Etats-Unis et l'Union Soviétique bénéficient aujourd'hui parce qu'elles sont les seules puissances dont les moyens et la situation géographique permettent l'exploitation de cette poussée.

En protégeant une industrie — que représentent des industriels — dont l'outil est vieilli, en abrifiant une agriculture — c'est-à-dire des propriétaires agricoles — aux méthodes archaïques, en conservant intacts les services vieux d'un demi-siècle comme l'armée, les administrations coloniales, l'appareil de gestion bureaucratique — c'est-à-dire une nombreuse clientèle de militaires, de hauts fonctionnaires et de grattage-papier — les partisans parlementaires d'une troisième force nationale bourgeoisie tournent le dos à l'histoire et tendent d'en freiner les tendances générales.

Mais nous trouvons alors, chez les gaullistes comme chez les communistes, des tendances similaires. Chez les premiers, parce qu'une partie importante de la classe ouvrière (P.F.) est de formes patroliques et « vieilles France » ; chez les seconds, parce que leur stratégie actuelle (celle que la conférence de Brégade a précisée) les pousse à s'allier avec les éléments s'opposant à la colonisation américaine.

En réalité, la troisième force représentée par les partis traditionnels et représentant des couches sociales en voie de transformation ou de disparition, n'a aucune chance de vaincre, ni même de se maintenir provisoirement, parce qu'elle appartient au passé et qu'elle n'a d'autre but que de conserver le passé.

Le recherche des matières premières, la modernisation de l'outil, la mécanisation de l'agriculture, les relations avec les possessions d'Outre-Mer sont autant d'exigences immédiates pour la satisfaction desquelles la France doit s'adresser aux maîtres de l'heure, c'est-

## “L'épuration” sanglante des hérétiques continue

**L**e même genre de « purges » qui a rendu célèbre la Russie soviétique et l'Allemagne hitlérienne se poursuit à une cadence accélérée dans la portion de l'Europe soumise au totalitarisme des nationaux-communistes.

Des chefs de gouvernement, des ministres, des hauts fonctionnaires — à qui on ne pourrait reprocher qu'une souplesse insuffisante aux ordres du Kremlin — sont liquidés par des procès sommaires ou des exécutions plus sommaires encore, auxquelles on ne saurait comparer que les saignées à blanc qui ont éliminé, en Russie même, cadets, mencheviks, socialistes révolutionnaires, anarchistes, syndicalistes, trotskistes, etc., sans compter plus 90 pour 100 des vieux bolcheviks et pas mal de généraux, directeurs d'industrie, grands policiers, intellectuels et savants ralliés au régime. Le processus de ces épurations est connu. La hache — qu'elle soit stalinienne, hitlérienne ou franquiste — s'abat d'abord sur les adversaires mal résignés, puis sur les compagnons de route, puis sur les rivaux dans le parti-chef, puis sur les témoins trop clairvoyants, et, enfin, sur les instruments dociles, mais compromettants. Elle ne s'arrête jamais, elle ne peut plus jamais s'arrêter.

Des hommes politiques — dont le rôle récent fut peut-être plus lamentable que courageux, mais que désignaient aux coups leur popularité même et leurs états de service dans la résistance — comprennent à temps et passent les frontières, préférant être à l'étranger de simples épaves pour « chez eux » des jouets dont on se sert et que l'on brise ensuite. Ils s'écrient, comme Kravchenko : « J'ai choisi la liberté ! »

— La liberté ? — Oui et non... *Car la liberté n'est nulle part dans un monde où les impérialismes se préparent à la guerre.* Elle n'est surtout pas dans le choix entre des impérialismes rivaux. Les « purges » américaines de communistes (ou présumés tels), bien que non sanglantes et se bornant jusqu'ici à des destitutions de fonctionnaires, ne nous sont pas plus sympathiques que toute autre forme de chasse à l'homme et d'arbitraire policier. « Abdiquer, fuir le piège du pouvoir, c'est pour un dirigeant politique, nous admettons volontiers, recouvrir une part de sa liberté morale ; mais celle-ci n'est complète que chez l'Anarchiste qui ne veut ni gouverner ni servir les tueurs d'hommes, de quelque nom qu'ils se parent — et qui ose les combattre tous.

Disons plus simplement que les hommes tels que Ferenc Nagy, le chef des paysans petits propriétaires hongrois ; Mikolajczyk, le leader des paysans polonais — tous ex-premiers ministres des gouvernements d'unité nationale fondés lors de la « Libération » — ont choisi la vie, ce qui est bien leur droit...

On sait ce qu'il advint de leurs frères de pensée et d'action, tels que le chef de la résistance paysanne bulgare Nicolas Petkov, le chef de la résistance paysanne roumaine Maniu, le chef de la résistance paysanne yougoslave Jovanovitch, martyrisés et entraînés dans la boue par leurs camarades de résistance : Dimitrov, Groza et Tito. Les Quislings russes, les bourreaux de leur propre peuple pour le compte de Staline, ne laissent aux plus timides opposants que peu de temps à perdre ; il faut changer d'air si l'on veut continuer à respirer, dans un monde où *Jo-la-Terre* règne et gouverne sur l'hémisphère oriental. « D'ailleurs, vous ne perdez rien pour attendre ; on vous rattrapera, comme on a rattrapé Léon Trotzki ».

Tel est le langage qu'adresse aux fugitifs la presse et la radio internationales aux ordres de Moscou !

En face de cette menace, qui n'est pas seulement suspendue sur des hommes d'Etat, mais sur tout être vivant et pensant, nous ne voulons nous jeter dans les bras d'aucun sauveur — qui se ferait demain dictateur et chef de guerre ; mais ne pouvons pas non plus nous taire. Nous tairer, ce serait abdiquer notre droit de révoltes et notre devoir de défenseurs de l'humanité pure et simple.

Nous n'instituerons pas de « contre-procès ».

Nous ne voulons même pas savoir si Jovanovitch fut ou non le secrétaire général du Front des souris et des hommes :

*Les gens habitent dans ce qui reste, dans les caves, dans les baraquements, la campagne et dans les « Burgen ».* Les Burgen sont des abris gigantesques, des bâtiments construits entièrement en béton, et qui ont résisté aux bombes les plus lourdes. Ils peuvent abriter toute une population dans les aériels. Maintenant, ils servent d'asile pour les réfugiés et les sans-abris dans le monde.

Plusieurs millions de réfugiés sont venus et continuent à venir de l'Allemagne orientale (zone russe) et des Sudètes (Tchécoslovaquie).

Malgré l'industrie qui est intacte...

Les bombardiers ont détruit les dernières œuvres d'art et de culture, mais ils n'ont jamais bombardé les mines de la Ruhr ; ils ont détruit les usines monstres des IG-Farben, mais pas les usines de l'industrie chimique, une certaine partie des usines est démantelée, les autres travaillent avec un rendement de 70 % de production régulière.

Les destructions qui autrement pourraient empêcher la production doivent entraîner la production et la réparation, mais l'Allemagne allemande devra faire face à une usine qui n'a plus de toits : mais, malgré la chaleur, le froid ou plus : les usines continuent à fonctionner.

Les usines tournent et l'on manque de travailleurs. Les ouvriers le savent et le démontrent. Ils posent leurs revendications et ils font la grève. Ils s'absentent jusqu'à 20 % en moyenne tous les jours pour aller chercher du ravitaillement à la campagne pour réparer leurs demeures bombardées.

(Suite page 3.)

## “LA GUERRE FROIDE”

**C**'EST le nom que Walter Lippmann invente pour désigner cette terreur sournoise et cette terreur hypocrite qui se poursuit à travers le monde, et se traduit par l'élimination des hérétiques, des non-conformes, de tous ceux qui pensent autrement. Qu'il s'agisse de ceux qu'on baptise, aux USA, « ennemis de la démocratie », pour en faire des citoyens de « deuxième zone » en attendant de les soumettre au « troisième degré » ; qu'il s'agisse de ceux qu'on qualifie semblablement dans le monde dominé par la grande puissance de l'Est — millions d'hommes dont l'existence est d'ores et déjà suspendue au plaisir du M.V.D. (ex-N.K.V.D., ex-Guépou, ex-Tcheké) ; qu'il s'agisse enfin de cette population flottante des nomades de l'empire soviétique dont le sort n'est pas encore réglé et qui s'inquiète de savoir à quelle sauce elle sera dévorée par les maîtres du monde : ploutocrates et statolâtres, fabricants de plutonium et éléveurs de virus mortels, sorciers et grands préteurs de l'extermination des masses — tous les pauvres diables de biépées dont nous sommes et qui conservent encore « quelque chose d'humain » savent aujourd'hui que cette guerre froide est en cours ; ils reconnaissent leur rôle à l'assassinat de tous les monstres froids — le plus froid de tous les monstres — l'Etat ; ils ne distinguent même plus qu'hydre impérialiste se rattachant les tentacules qui les accolent pour se gorger de leur sang. Un seul dieu les possède : la Peur ; et leurs regards désespérés cherchent en vain autour d'eux le secours qui ne vient que de l'au-delà.

Nous ne voulons même pas savoir si le doyen de la Faculté de Droit de Ljubljana, Boris Furjan, exécuté avec ses « complices », avait réellement « entretenu des relations avec des sujets américains » ; si Milan Tréfounovitch, chef du parti radical yougoslave (veillard de 85 ans, condamné à huit ans de travaux forcés), avait ou non « communiqué à des observateurs étrangers des informations tendancieuses sur la Yougoslavie », ou si Nicolas Petkov, vice-président du Conseil, avait « conspiré contre le gouvernement » — qu'il préside.

Il nous est tout à fait égal, au fond, que Joseph Varga, arrêté à Budapest le 27 octobre, secrétaire de Zoltan Pfeifer, leader de l'opposition parlementaire hongroise, ait eu des « relations avec les milieux réactionnaires » ; et peu nous chaut que Domian Veltchev, ministre de la Guerre bulgare, démissionnaire le 25 octobre et arrêté le lendemain pour « conjuration militaire » — soit ou n'ait pas été en révolte contre l'ordre établi.

Nous protestons pour eux, exactement comme nous protestions si demain M. Maurice Thorez était exécuté comme déserteur, M. Jacques Duclos emprisonné pour complot contre la sûreté de l'Etat ou M. Marty arrêté pour haute trahison. L'heure est aux anarchistes ; l'heure est à la désobéissance progressive et raisonnée de la vie en face de la mort. « Etre ou ne pas être ; la lutte sanglante ou le néant. C'est ainsi que la question est inéluctablement posée.

Cette heure délivra à son somme, où chaque homme se reconnaît pour avisé, s'il se laisse pavanez en face de l'action nécessaire. Aujourd'hui, le choix s'impose à chacun : soit de prêter ses forces à l'Infinie, dans la guerre pour mener l'Etat contre l'homme par l'extermination des indépendances et des révoltes qui sont le propre de notre espèce — soit de refuser à la Bête universelle les mêmes forces humaines et sacrées ; d'ouvrir l'ère de la grande résistance de l'homme contre les Pouvoirs. L'heure est aux anarchistes ; l'heure est à la désobéissance progressive et raisonnée de la vie en face de la mort. « Etre ou ne pas être ; la lutte sanglante ou le néant. C'est ainsi que la question est inéluctablement posée.

Nous ne croyons pas, quant à nous, au déclenchement imminent des grands fléaux épидémiques qui calentraient nos terres ravalant à la condition de l'Insecte — ou bien les hommes sans castes et sans maîtres prennent la tête du mouvement multiforme de résistance à l'oppression de l'humanité et l'immense féodalisme des vivants triomphera de l'instinct de mort, dans la conscience de chaque individualité rendue à elle-même.

Ce voilà, encore une fois, quelles sont les termes du problème.

Libre aux impuissants, aux eunuques, de se grouper dans un atavisme absurde ; de s'installer dans la guerre froide, comme nous le proposent M. François Mauriac dans « Le Figaro » du 8 novembre : de bâti avec M. Ramadier, avec Paul Reynaud, avec M. le Comte de Paris ce nouveau centre, dont parle : « Ici la France » et dont M. Jean-Paul Sartre, Claude Bourdet et autres penseurs semblent se contenter trop aisément.

Ce n'est pas avec des tièdes, avec des opportunistes, avec des doctrinaires du « juste milieu », que se bâtit le Front Human : ce n'est pas avec des conservateurs — énclins à des solutions de compromis, de négociation, d'évasion facile vers un passé social-chrétien, libéral, socialiste, ou monarchiste-christianisme — que se constitue la Troisième Force ; ce n'est pas avec les inventeurs de panaçées, proposant des systèmes clos, des croisées cotées de la Cité de l'Avenir, des géométries sociales de minornanies, que les masses laborieuses et les consciences éveillées trouvent leur salut. Seule, l'Anarchie, principe pluraliste de libre création et de libre examen — qui reconnaît toutes les recherches de vérités, qui autorise toutes les expériences de vie, qui encourage toutes les dominations de l'homme sur la nature inanimée, et qui refuse inflassablement pour tout homme l'état de servitude où il est réduit, au rôle de matière première et d'instrument — seule l'Anarchie est assez vaste, assez universelle, pour constituer l'essence et la forme du Mouvement de libération mondiale qui restitue l'ordre humain.

La preuve étant faite, tous les jours, par tous ceux qui — se réclament d'une indépendance quelconque, personnelle, syndicale, nationale, etc... — se placent quand même, par aveuglement ou hypocrisie, sous l'égide d'un parti ou d'un gouvernement quelconque. Ceux qui comptent sur le travail socialiste britannique, hier au pouvoir par la grâce du capitalisme, aujourd'hui en pleine liquidation ; ceux qui s'appuient sur le faux espoir d'un parti européen social-démocrate,

représenté par MM. Blum, Schuman ou Sarat, et candidat à l'aide bénéfique de l'imperialisme américain ; ceux qui misent aujourd'hui toute leur politique chère sur le M. Ramadier, sur la possibilité d'un césarisme semi-officiel, sur les ambitions d'une économie d'expéditions et de double secteur ; ceux enfin qui croient faire le moins possible en ayant en réclamant un autonomie national marocain ou juif, tunisien, indochinois, pakistanais ou hindou, allemand ou français, qui sont d'ores et déjà placés devant des réalités qui anéantissent leurs espérances particulières sinon comme politiciens, du moins comme membres de la communauté humaine.

Il n'y a plus de refuge, il n'y a plus d'action, il n'y a plus de liberté possible — que marge de tout lien social autoritaire.

Telle est la vérité majeure du siècle où nous vivons.

La guerre froide n'est rien d'autre qu'une guerre d'extermination des consciences par les Etats.

La « guerre froide » n'est point et ne saurait en aucun cas devenir « notre guerre ». Notre guerre, par contre, s'étend à toute l'immense objection des consciences qui dans l'histoire, s'oppose à l'histoire elle-même.

A. P.

## LA DÉROUTE TRAVAILLISTE

**E**parti travailliste vient de perdre, en Angleterre, les élections municipales. Quoique celles-ci aient été dévastatrices pour les travailleurs, elles n'en ont pas moins la valeur d'une consultation générale, car elle résume l'opinion actuelle de la population anglaise, et ce qui est plus important, des travailleurs salariés, car c'est dans les grands centres industriels que les conservateurs et les libéraux ont surtout gagné des voix.

Pour les socialistes qui veulent sincèrement l'extinction du capitalisme et la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, cette déroute devrait servir de leçon. Ce n'est pas la première fois que les travailleurs sont montés au pouvoir. Récemment, Mac Donald y accéda en 1923 et certains croient alors que l'ère du socialisme s'ouvrait à l'Angleterre. Mais son gouvernement passa, comme dans tant de pays, sans passer tant de gouvernements à direction socialiste. Et il n'y eut pas de socialisation. Tout porte à croire que ce gouvernement laboriste passera, et qu'en fin de compte, le progrès réalisera sera à ce point défaillant qu'enregistrera un nouveau triomphe des droites, et un recul dont les répercussions seront plus prolongées que nous ne pourrions désirer.

Quelle est la cause, ou plutôt, quelles sont les causes de cette évolution du peuple anglais ?

À première vue, il n'a pas été assez hardi dans ses entreprises de caractère social. On le sait, l'Angleterre qui fut le clochard de Whitechapel ou magnat du Moyen Âge, a le plus profond respect de la loi. On a pu dire avec raison qu'il craignait plus de mourir que de la violer. Il veut donc agir par la voie légale. La socialisation, pour le social-démocrate, doit se faire par les résolutions du parlement et une série de mesures législatives décidées par la majorité de la Chambre des Communes, et ratifiées par la Chambre des Lords.

Or, aucun révolution profonde ne peut se faire sans briser l'armure juridique qui enserré la vie sociale. L'Angleterre qui, la première, coupa la tête d'un roi, semble l'avoir oublié.

La substitution légale enchaîne le peuple, détourne du son histoire où il lui faut plus de courage et d'audace qu'il en a. Il faut donc agir par la voie légale. La socialisation, pour le social-démocrate, doit se faire par les résolutions du parlement et une série de mesures législatives décidées par la majorité de la Chambre des Communes, et ratifiées par la Chambre des Lords.

Devant cette situation catastrophique, les nationalisations partielles ne sont pas une solution suffisante. Il faut des remèdes beaucoup plus énergiques. Il faut暮rir une forme d'un idéal qui ne peut être que celui de la justice sociale et du bien-être pour tous, toutes les énergies productives et faire produire tous ceux qui demeurent vivis. Il faut faire la révolution sociale.

Le nombre des mineurs a diminué. Mais il y a toujours de nombreux parasites. De grandes superficies agraires peuvent être cultivées, qui permettraient à

(Suite page 2.)

## TOUS A WAGRAM !

GRAND MEETING PUBLIC ET CONTRADICTOIRE

Sous la présidence de : A. ARRU, Secrétaire de la 12<sup>e</sup> Région

NI THOREZ

NI DE GAULLE

NI STALINE, NI TRUMAN

## Le "Pays de la liberté" est une geôle

Our nous, internationalistes, qui dénonçons les horreurs et les scandales de tous les nations, et qui nous efforçons passionnément d'amouvoir l'opinion publique sur le sort qui est fait à leurs victimes, nous n'éprouvons aucune réticence... disions-nous il y a plus d'un « concile » français... et pour éviter les fauves du prisonnier de guerre allemand.

Car près de trois ans après la conclusion des hostilités, la France détient encore plus de 400.000 prisonniers de guerre.

Rome et Athènes avaient leurs marchés d'esclaves.

Le 14 juillet 1947, MM. Georges Bidault et Joffre, ministre des Armées, ont lutté contre les principes de tyrannie et d'arbitraire — qu'ils appliquent aujourd'hui à leur tour — ont négocié, entre deux choquements de vers, cette masse humaine, jusqu'alors propriété de l'oncle Sam.

Le geste, bien qu'il fut commenté par la presse et même reproduit en son temps à l'écran, ne soulève pas le dégoût et la réprobation méritées.

Aux termes des accords en question, la totalité des prisonniers de guerre « cédés », le terme est gracieux — par les Etats-Unis à la France, devrait être rapatrié par le gouvernement français avant le 31 décembre 1948; ce qui représente au moins les derniers contingents libérés, une capacité de quelque trois années et demie à compter du jour « V ».

Mais les P. G. allemands ont tout lieu de craindre un report de cette échéance à une date ultérieure, à bien considérer le chantage que le ministère de la Guerre fait exercer sur eux.

En avril dernier était distribuée dans toute la zone des déportés placés sous l'autorité française une circulaire invitant les intéressés à contracter pour une durée minima d'un an, un emploi en territoire français, en échange d'une liberté toute relative.

Pour la plupart, les prisonniers qui ont fait l'expérience des détails requis pour rémission, adhèrent avec leur lieu de rapatriement à venir dans la zone d'occupation soviétique; ils ont préféré le prolongement volontaire de leur exil à la tyrannie stalinienne dont quelques échos leur sont parvenus.

Ne nous attardons pas sur les répercussions que la « transformation » du prisonnier de guerre en travailleur civil pourra avoir sur les diverses couches de la vie nationale. Si le prisonnier a trouvé quelque avantage à cette mutation, nous nous en réjouissons avec lui. Mais les renégociations de P.G. furent bien inférieures aux prévisions ministérielles.

### Dans l'Internationale

## LA TRAHISON DES POLITICIENS CHILIENS

À l'occasion des élections présidentielles qui eurent lieu à la fin de l'année 1946, les communistes chiliens avaient développé une intense propagande en faveur du candidat radical Gonzales Videla.

La syndicale de la Confédération des Travailleurs du Chili (C.T.C.) dominé par les stalinistes, leurs brigades populaires — sortes de groupes d'autodéfense — leur presse et toutes les organisations préélectorales étaient mobilisées par le P. C. pour assurer le triomphe du candidat démocratique.

Dans les campagnes, l'idée d'œuvre de la révolution sociale, ouverte aux élections fut lancée et souleva l'enthousiasme des « peones », à qui la loi interdisait toute forme d'organisation, et qui constitue, en Amérique latine, un élément social de première importance.

Les manifestations de rues, les meetings monstrueux, la menace d'une grève générale, firent trembler les représentants de la bourgeoisie et des élites conservatrices : les partis libéraux et conservateurs.

Videla fut élu. Il constitua un gouvernement où entrèrent plusieurs ministres communistes.

Les consignes transmises par les services secrétaires furent appliquées, une fois les élections effectuées.

Elles étaient la « paix sociale » menant certains avantages politiques, diplomatiques et économiques réservés aux vainqueurs.

Mais cette conception d'état-major, la formation d'un gouvernement d'alliance démocratique, demeurant dans la légalité et s'efforçant de s'opposer aux plans de l'imperialisme nord-américain, ne pouvait être maintenue.

La vague populaire déchainée, il fallait choisir, comme en Espagne ! Ou pousser à fond la destruction de l'injustice sociale et favoriser la naissance d'un régime nouveau basé sur des organisations ouvrières et populaires ou bien transformer, manœuvrer, frapper et détruire, et s'associer aux tenants de la bourgeoisie.

Fidèles aux mots d'ordre reçus, militaires et dirigeants de l'appareil soviétique, les dirigeants communistes se réfugièrent à élargir la brèche créée dans l'éifice bourgeois.

Se plaignant sur le terrain du parlementarisme et sesseuls de respecter le jeu bourgeois, de garder intacts de leurs maîtres, ils furent battus.

Aujourd'hui, leur propre candidat, le président Videla, ordonne l'arrestation des chefs communistes, rompt les relations avec la Yougoslavie, provoque le départ de l'ambassadeur russe, participe au plan d'union économique de l'Amérique du Sud patrouillé par Pérou, accepte le pacte d'alliance panaméricain sous l'égide de Washington.

Que s'est-il passé, en moins d'un an ? D'une part l'Argentine suspendit l'envoi des produits alimentaires, et d'autre part les Etats-Unis freinèrent l'expédition de l'essence et des machines, provoquant la hausse des prix.

Si le P. C. chilien avait été un parti révolutionnaire, il aurait mobilisé ses forces, il aurait suivi l'élan des masses chiliennes et aurait permis la liquidation sociale de la bourgeoisie chilienne.

Mais le P. C. chilien n'agissait que pour le compte de l'Union Soviétique — ce qui le pousse à favoriser des mouvements d'émancipation sociale dont l'extension et le développement pourraient échapper à son contrôle.

La syndicalisation des ouvriers agricoles demeura lettre morte ; l'inflation et la hausse rapide des prix ne furent combattus que par des mesures strictement légales, c'est-à-dire inopérantes.

Les droites reprirent force et courage, passèrent à l'offensive, solidement appuyées par Buenos Aires et Washington.

L'enthousiasme du peuple tomba. Les ministres communistes furent mis dans l'obligation de démissionner.

La suite est connue.

L'expérience chilienne met à nu la technique stalinienne d'utilisation des courants révolutionnaires à des fins strictement impérialistes. Elle montre clairement aussi l'extraordinaire faiblesse de toute combinaison du type nationaliste dans laquelle se présente l'assemblée des ouvrières. Ces combinaisons ne peuvent aboutir qu'au renforcement des éléments

rielles, et parallèlement à l'octroi d'un nouveau délai pour les signatures de rapatriement. Les deux dernières semaines nous ont connue une diminution de 50 % sur les effectifs mensuels de rapatriement, portés de 20 à 10.000 hommes, laissant ainsi prévoir aux « réfractaires » un rapatriement échelonné sur quelque quarante mois !

En parlant à *« National »* (et il faut s'y contrebalancer quelques détails) et confondre les convictions de ceux qui pensent seulement ainsi), quis résultent des Français peuvent-ils espérer du prolongement au delà des limites raisonnables d'une telle détention ?

Le point de vue économique, la reconstruction de la terre, la réduction totale de la main-d'œuvre prisonnière devra être consacrée, est fortement compromise par le marasme financier, et les récentes mesures dites « d'assainissement », prises par le gouvernement Ramadier, vont entraîner l'arrêt de nombreuses entreprises.

Comment accueillir-il l'esprit démocratique et internationaliste qui peut seul préparer des lendemains pacifiques ?

Parce que des hommes derrière des barbelés, en les laissant peiner dix heures durant, au mépris de toute aptitude professionnelle, sur les chantiers les plus importants en brûlant des mines et des charbonnages, en leur refusant la nourriture nécessaire quand ils ont faim, le repos quand la fatigue les terrasse, le bois quand ils sont froids, les soins quand ils sont malades, on n'est pas en droit d'espérer de ces derniers, vaincus par les nationalismes français et allemand, l'avouement volontaire qu'il soit été possible d'espérer.

La « liberté » dérisoire du travailleur ex-P.G. ne peut suffire. Il faut y joindre la solidarité ouvrière, le droit syndical, la revendication en commun de conditions plus avantageuses, et la propagation des idées même de liberté. On ne peut venir de voies officielles.

Il appartient au travailleur français d'assurer la reprise de contact internationaliste en faisant les premiers pas.

Camarades qui pouvez toucher les P. G. et ex-P.G. allemands, passez leur le « Libertaire », le seul journal qui défende l'humanité sans frontières !

Le 1er avril 1947

a été dévoilé au *« Journal officiel »*

Les informations publiées à plusieurs reprises dans le « Libertaire » sont déjà en-deça de la vérité. Les crédits militaires destinés à couvrir les prévisions pour le deuxième trimestre 1947 seulement s'élèvent à 114 milliards 636 millions. Ces crédits ont été unanimement demandés au Parlement par le premier gouvernement Ramadier (socialistes, M.R.P., communistes), y compris M. Billoux, ministre des Armées ou de la Défense, et M. Thoré, ministre d'Etat.

Cela représente 1 milliard 273 millions par jour. Ces crédits comprennent les dépenses de la guerre contre le Viet-Nam, votées par tous les ministres, communistes compris.

Voici le détail inséré au *« Journal officiel »*

au 1<sup>er</sup> avril 1947

a) Budget ordinaire :

Air (Tillon) ..... Fr. 6.407.564.000

Défense nationale ..... 233.514.000

Colonies ..... 10.214.041.000

Guerre ..... 21.521.812.000

Marine ..... 6.798.542.000

b) Budget extraordinaire .. 48.791.858.000

c) Budget annexe ..... 20.667.796.000

Total ..... Fr. 114.635.725.000

## La France dépense pour la prochaine guerre UN MILLIARD ET DEMI PAR JOUR c'est un milliard et demi de trop !

LES informations publiées à plusieurs reprises dans le « Libertaire » sont déjà en-deça de la vérité. Les crédits militaires destinés à couvrir les prévisions pour le deuxième trimestre 1947 seulement s'élèvent à 114 milliards 636 millions. Ces crédits ont été unanimement demandés au Parlement par le premier gouvernement Ramadier (socialistes, M.R.P., communistes), y compris M. Billoux, ministre des Armées ou de la Défense, et M. Thoré, ministre d'Etat.

Cela représente 1 milliard 273 millions par jour. Ces crédits comprennent les dépenses de la guerre contre le Viet-Nam, votées par tous les ministres, communistes compris.

Voici le détail inséré au *« Journal officiel »*

au 1<sup>er</sup> avril 1947

a) Budget ordinaire :

Air (Tillon) ..... Fr. 6.407.564.000

Défense nationale ..... 233.514.000

Colonies ..... 10.214.041.000

Guerre ..... 21.521.812.000

Marine ..... 6.798.542.000

b) Budget extraordinaire .. 48.791.858.000

c) Budget annexe ..... 20.667.796.000

Total ..... Fr. 114.635.725.000

Remarquons encore que le total des secours

aux anciens militaires et à leurs familles (en dehors des pensions et autres œuvres de ménage) s'élève à 750.000 francs tandis que plus loin en l'air. Dépenses de l'occupation, au titre de l'Armée de l'Air : 249 millions. Fonctionnement du cinéma des Armées : 12 millions.

Alimentation des troupes coloniales : 2 milliards 583 millions.

Dépenses de l'occupation au titre de la guerre : 2 milliards 230 millions.

Ce budget ne comporte évidemment pas tous les travaux civils ayant un caractère stratégique que ce soit de préparation au massacre. Nous pouvons affirmer que les militaires absorbent 1 milliard 500 millions de francs par jour.

Les crédits alloués aux P.T.T. par contre, s'élèvent à 356.833.000 francs pour le trimestre, soit 4 millions par jour. Comparez ces chiffres et vous verrez pourquoi les employés des Postes ainsi que la masse des travailleurs ont raison de ne pas être contents de la situation créée par le Gouvernement.

Evidemment, la bourbeuse C.G.T. n'en a jamais souffert, mot de tout cela, à ses enfants de cœur qui ne savent dire qu'une chose : « Amen ! ».

Jean-Louis URBAIN.

Les informations publiées dans le « Libertaire » sont déjà en-deça de la vérité. Les crédits militaires destinés à couvrir les prévisions pour le deuxième trimestre 1947 seulement s'élèvent à 114 milliards 636 millions. Ces crédits ont été unanimement demandés au Parlement par le premier gouvernement Ramadier (socialistes, M.R.P., communistes), y compris M. Billoux, ministre des Armées ou de la Défense, et M. Thoré, ministre d'Etat.

Cela représente 1 milliard 273 millions par jour. Ces crédits comprennent les dépenses de la guerre contre le Viet-Nam, votées par tous les ministres, communistes compris.

Voici le détail inséré au *« Journal officiel »*

au 1<sup>er</sup> avril 1947

a) Budget ordinaire :

Air (Tillon) ..... Fr. 6.407.564.000

Défense nationale ..... 233.514.000

Colonies ..... 10.214.041.000

Guerre ..... 21.521.812.000

Marine ..... 6.798.542.000

b) Budget extraordinaire .. 48.791.858.000

c) Budget annexe ..... 20.667.796.000

Total ..... Fr. 114.635.725.000

Remarquons encore que le total des secours

aux anciens militaires et à leurs familles (en dehors des pensions et autres œuvres de ménage) s'élève à 750.000 francs tandis que plus loin en l'air. Dépenses de l'occupation, au titre de l'Armée de l'Air : 249 millions. Fonctionnement du cinéma des Armées : 12 millions.

Alimentation des troupes coloniales : 2 milliards 583 millions.

Dépenses de l'occupation au titre de la guerre : 2 milliards 230 millions.

Ce budget ne comporte évidemment pas tous les travaux civils ayant un caractère stratégique que ce soit de préparation au massacre. Nous pouvons affirmer que les militaires absorbent 1 milliard 500 millions de francs par jour.

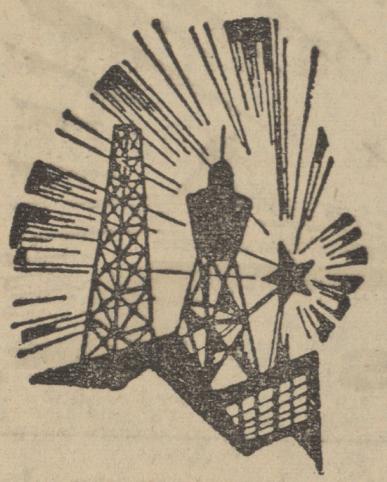
Les crédits alloués aux P.T.T. par contre, s'élèvent à 356.833.000 francs pour le trimestre, soit 4 millions par jour. Comparez ces chiffres et vous verrez pourquoi les employés des Postes ainsi que la masse des travailleurs ont raison de ne pas être contents de la situation créée par le Gouvernement.

Evidemment, la bourbeuse C.G.T. n'en a jamais souffert, mot de tout cela, à ses enfants de cœur qui ne savent dire qu'une chose : « Amen ! ».

Jean-Louis URBAIN.

Les informations publiées dans le « Libertaire » sont déjà en-deça de la vérité. Les crédits militaires destinés à couvrir les prévisions pour le deuxième trimestre 1947 seulement s'élèvent à 114 milliards 636 millions. Ces crédits ont été unanimement demandés au Parlement par le premier gouvernement Ramadier (socialistes, M.R.P., communistes), y compris M. Billoux, ministre des Armées ou de la Défense, et M. Thoré, ministre d'Etat.

Cela représente 1 milliard 273 millions par jour. Ces crédits comprennent les dépenses de la guerre contre le Viet-Nam, votées par tous les ministres, communistes compris.



## PROBLEMES ESSENTIELS

### Anticommunisme et Communisme Libertaire

#### 3. — LA NAISSANCE DU RESENTIMENT

Le communisme est d'abord le sentiment, poussé à l'extrême, de l'identité de substance entre les membres d'une même communauté. Il n'y aurait sans lui, ni couple, ni clan pastoral, ni tribu, ni organisation, ni horde, ni ferrière, ni famille, ni corporation, ni fraternité, ni fraternité juvénile, ni secte d'initiation, ni cause solidaire; pas de monastères, pas de corporations, pas de sociétés secrètes, pas de corps armés, ni d'équipages, ni de troupes de bandits, ni de métiers, ni de communautés, ni de patres. Le communisme est partout où il y a un lien affectif dépendant entre les hommes — ou même entre les bêtes — avec leurs conséquences économiques et politiques naturelles: recherche en commun de la nourriture, de la protection, homogénéité totémique, loi du troupeau.

Il n'est donc aucune société qui ne fasse appel pour survivre à ce vieil instinct de la solidarité, de la séparation de la nature, de l'ordre et de la discipline. Ce capitalisme, selon Marx et Ricardo, est une théorie pure, socialement irrécusable, utopique, rationnelle et funambulesque, étrangère à tout homme de chair. Le capitalisme, historiquement, existe comme maladie de la société, comme décadence du communisme fondamental, non pas comme un système social, mais comme un processus d'âme humaine et de renier le communisme comme point de départ et comme composante de la société véritablement humaine.

Mais — à titre de réaction d'un genre particulier opposé à l'inégalité naturelle — il existe la séparation anarchique des fonctions — et non simplement à leur différenciation et à la diversité des membres de la même société — le communisme a revêtu un caractère secondaire: il est devenu une expression sentimentale, passionnelle, religieuse du ressentiment social, malganté trouble de l'ordre et de l'assassinat des élites effacées, qui accepte la servitude en espérant une revanche — et dont Nietzsche a tracé le portrait ineffaçable dans sa fuite du sentiment chrétien en général, mais plus particulièrement du sentiment chrétien primitif.

Deuxième élément adventice du communisme, le ressentiment, résultant de l'expression de l'ordre et de la discipline du capitalisme, c'est la promesse d'un terrifiant gouvernement des « humbles » exercée contre les classes dépossédées. Et voilà ce qui sépare morallement, donc fondamentalement, l'anarchisme du « communisme », tel qu'il se présente dans l'alignement judeo-chrétien: l'ordre et la justice déposée comme une faiblesse et une faiblesse, bien qu'expliquée historiquement.

Certes, il a sa source dans des millénaires d'algologie organisée — dans le sacrifice de chacun à tous par les soins de quelques-uns qui caractérisent les vassauts et les religions.

Mais la revanche qu'il propose ne fait qu'exterminer le principe contre lequel il partait d'abord s'insurger.

Le « communisme » des humbles et offensés, infiltré de sadomasochisme par l'ordre et la discipline des régimes à castes hiérarchiques, se tient des couleures billeuses de la vengeance et de l'envie: il pose comme revendication essentielle la conformité, la loi du nombre — et la prise de revanche des contraintes subies, par la persécution

type décrit par Burroughs, que se réclame d'incorrigibles « dirigeants » — ainsi d'ailleurs des meilleures intentions « libertaires » dans le domaine culturel ou intellectuel.

Comment un plan centralisé prendrait force de loi sans intervention d'une contre-traité politique draconienne exercée par l'Etat, sur chacun des consommateurs-producteurs — c'est ce qu'il nous est impossible de concevoir. C'est une forme de dictature politique sur l'économie — qui pourrait échapper à la destinée des régimes totalitaires déjà connus, c'est ce que nous n'acquerrions avec le plus vif intérêt, le témoignage de Joe Bousquet et de P. H. sur les dernières années de la vie de notre camarade, et les renseignements sur sa fin, à Londres, en 1942.

Nous ne connaissons pas, avouons-le franchement, cette Simone Weil, essentiellement mystique, passionnée de problèmes religieux, qui nous est présentée, presque exclusivement. Et nous devons remercier les Cahiers du Sud de nous avoir révélé cette dernière image. La militante que nous avons connue était entièrement voué au service de la lucidité et de l'humain.

Sans doute la guerre, qu'elle avait farouchement combattue, l'occupation, l'écroulement des espoirs révolutionnaires, l'ont-ils poussé à chercher une nouvelle évacuation, à se situer sur un plan nouveau pour conserver le courage de sa lucidité et de son amour.

Pour nous cependant, elle reste l'exemple de l'intellectuelle qui est allée au peuple, en acceptant de porter le double fardeau de la misère matérielle et de la clairvoyance; elle reste celle qui travaillait chez Renault, celle qui vit les grèves de 1936, celle qui partit en Espagne sur le front d'Aragon.

Ses amis des Cahiers ne paraissent pas l'avoir connue alors, puisqu'ils ignorent ses écrits dans les diverses revues ouvertes, et notamment ceux parus dans La Révolution prolétarienne. Et il se trompent lorsqu'ils croient qu'elle fut heureuse de ne pas savoir faire usage du fusil qu'on lui mit entre les mains.

Il ne s'agit nullement d'une querelle visant au partage d'une épouille. Il s'agit plus simplement de faire connaître aux Cahiers que Simone fut assez riche de vie, et de volonté de connaître, pour me le jeu jusqu'à ses extrêmes conséquences. Si elle ne se servit pas d'un fusil à Pina, lors d'une patrouille en territoire fasciste, c'est parce qu'elle n'était pas le temps d'en apprendre le maniement (ce qu'elle désirait passionnément), et qu'un malencontreux accident, à sa myopie, provoqua son hospitalisation.

Simone n'appartient à aucun parti, et cela est bien. Elle appartient, parce que ce fut sa loi de vie, à tout ce qui est opprimé, humilié, exploité, à tout ce qui aussi, est généreux, audacieux et lucide.

N'est-ce pas elle qui a écrit : « La diversité des contraintes qui pèsent sur les hommes fait naître l'illusion qu'il y a parmi eux des espèces distinctes qui ne peuvent communiquer.

Il n'est possible d'aimer et d'être juste que si l'on connaît l'empire de la force et si l'on sait ne pas la respecter. »

A. P.

**DANS NOTRE COURRIER**

#### VRAIE LIBERTE

J'AI été un moment parmi ceux qui vivent les mains liées et abandonnent droit de parler.

Toutes mes joies n'étaient que du plaisir, tourment, sans lendemain.

Par l'ordre d'un maître, en nous empêtrant dans un monde fondé anarchiquement sur la liberté d'expérimentation dans les divers domaines de la vie et sur la libre comparaison des résultats concurremment obtenus dans chacun d'eux.

Il nous reste à définir notre attitude à l'égard d'un certain socialisme, si disant « libertaire », qui prétend faire faire l'ordre et la discipline TOTALE de la pluralité des besoins et des intérêts, par le moyen du système représentatif, électoral et... parlementaire en usage dans les Etats démocratiques. C'est, en effet, d'un PLANNING centralisé, ouverte d'une caste managérielle du

peuple à leur service.

Ne crois pas à leur « liberté » qui est toujours suivie d'un point d'interrogation — en leur liberté pour demander! C'est aujourd'hui qu'il faut commencer à réagir, et découvrir sous une apparence inconnue les beautés, la joie de vivre d'une liberté vraie.

Jean CLARY.

◆

Si le « Lib. » ne vous plaît pas... dites-le nous.

Lettre d'un sympathisant au « Lib. »

Il me plaît. Pour son courage, sa sincérité, sa simplicité et son manque de préjugés.

Salut au « Lib. »! Salut à l'Anarchie!

Salut aussi à ce merveilleux incroyable qui signe André Prunier » et à qui je dédie ce poème!

Mon authenticité :

Je suis devenu taré comme tout homme... je deviens... je deviens...

J'ai eu peur de l'homme... J'aupeur de la femme, du noir, du blanc, et du mal...

J'ai aimé l'homme. J'ai dégouté Dieu.

J'ai plus peur, même de la femme, du noir, du bien et du mal.

Pierre BERGER.

◆

Syndicaliste et antimilitariste d'avant 1914 — et d'après, j'ai toujours combattu tout ce qui opprime l'individu par la force; et si je ne suis pas anarchiste à 100%, je suis tout de même un anarchiste à 99%.

En ce qui est inséré dans votre journal Le Libérateur du 20-10-1947 est plus que juste. Moi-même, en qualité de sympathisant à vos idées et idéaux, je répudie toute idéologie de Force: je condamne tout ce qui est supérieur à l'individu.

En cela, je suis avec vous: je suis anti-force directe à la C.N.T.; et je ne cache pas ma façon de penser: les « Communistes » et tous les autres dictateurs sont mes ennemis.

Th. ALAUZUN.

◆

Chez H. Ernault (Batignolles).

Nous avons reçu la lettre suivante :

Le 15 octobre 1947, je lui ai écrit avec trois de mes camarades (Faire, Venef, et P. Berger) à la direction du Service du dénonciation — Wermel, directeur technique de la maison. Le triste récit nous apprit que nous étions tous les quatre mis à pied pour deux jours. Puis après appel auprès de l'inspecteur du travail, il sera statué sur notre sort. (En terme correct: nous serions mis à la porte.)

Monif : manque de travail dans l'atelier.

Camarades, la raison est bien simple: Nous étions tous quatre sympathisants anarchistes; et le plus grave, que quelques jours plus tôt, j'avais contesté mon nombril syndical C.G.T. Ainsi la chose des jardins s'était-elle manifestée par une entente avec la direction pour nous faire.

Camarades de chez Ernault, j'espérais qu'après cette lâche agression contre la liberté d'opinion de la classe ouvrière, vous réagirez fermement contre les salopards qui se vendent aux capitalistes.

Mais à notre sortie, nous aperçus

des débarassés qui pourraient à la frontière.

La catastrophe est intéressée à acheter du travail en Allemagne (ou l'on ne trouve plus rien pour le nourrir) et de donner en échange des matières grasses; mais à la fin, les autorités d'occupation s'opposent à l'opération. Les impérialistes organisent systématiquement la mortali-

té. (à suivre)

Dans les numéros suivants :

LES GREVES DANS LA RUHR.

LES SYNDICATS ET LES CONSEILS D'USINES.

LES PARTIS POLITIQUES.

LES MINORITÉS REVOLUTIONNAIRES EN ALLEMAGNE.

LA JEUNESSE.

Mais à notre sortie, nous aperçus

## Le Coin du Souvenir

### SIMONE WEIL

Les Cahiers du Sud publient, dans leur numéro du deuxième semestre 1947, quelques souvenirs sur Simone Weil; ils reproduisent son admirable étude intitulée « L'Iliade, ou le poème de la force ».

Le souvenir de Simone Weil est très profond pour nous, comme dans certain nombre de meilleurs témoignages révolutionnaires ou d'opposition communiste, à Paris, à Marseille, à Saint-Etienne, pour que nous n'accueillons avec le plus vif intérêt, le témoignage de Joe Bousquet et de P. H. sur les dernières années de la vie de notre camarade, et les renseignements sur sa fin, à Londres, en 1942.

Nous ne connaissons pas, avouons-le franchement, cette Simone Weil, essentiellement mystique, passionnée de problèmes religieux, qui nous est présentée, presque exclusivement. Et nous devons remercier les Cahiers du Sud de nous avoir révélé cette dernière image. La militante que nous avons connue était entièrement voué au service de la lucidité et de l'humain.

Sans doute la guerre, qu'elle avait farouchement combattue, l'occupation, l'écroulement des espoirs révolutionnaires, l'ont-ils poussé à chercher une nouvelle évacuation, à se situer sur un plan nouveau pour conserver le courage de sa lucidité et de son amour.

Pour nous cependant, elle reste l'exemple de l'intellectuelle qui est allée au peuple, en acceptant de porter le double fardeau de la misère matérielle et de la clairvoyance; elle reste celle qui travaillait chez Renault, celle qui vit les grèves de 1936, celle qui partit en Espagne sur le front d'Aragon.

Ses amis des Cahiers ne paraissent pas l'avoir connue alors, puisqu'ils ignorent ses écrits dans les diverses revues ouvertes, et notamment ceux parus dans La Révolution prolétarienne. Et il se trompent lorsqu'ils croient qu'elle fut heureuse de ne pas savoir faire usage du fusil qu'on lui mit entre les mains.

Il ne s'agit nullement d'une querelle visant au partage d'une épouille. Il s'agit plus simplement de faire connaître aux Cahiers que Simone fut assez riche de vie, et de volonté de connaître, pour me le jeu jusqu'à ses extrêmes conséquences. Si elle ne se servit pas d'un fusil à Pina, lors d'une patrouille en territoire fasciste, c'est parce qu'elle n'était pas le temps d'en apprendre le maniement (ce qu'elle désirait passionnément), et qu'un malencontreux accident, à sa myopie, provoqua son hospitalisation.

Simone n'appartient à aucun parti, et cela est bien. Elle appartient, parce que ce fut sa loi de vie, à tout ce qui est opprimé, humilié, exploité, à tout ce qui aussi, est généreux, audacieux et lucide.

N'est-ce pas elle qui a écrit : « La diversité des contraintes qui pèsent sur les hommes fait naître l'illusion qu'il y a parmi eux des espèces distinctes qui ne peuvent communiquer.

Il n'est possible d'aimer et d'être juste que si l'on connaît l'empire de la force et si l'on sait ne pas la respecter. »

C. R.

## Les cantes du Lib'

### Les Chiens de la Paroisse



#### LA MESSE

AUSSI loin que possible.

Aussi loin que possible, partant d'un bout de la ville, nous cherchons, titubant, de messe en messe.

Le matin, nous nous débrouillons pour nous faire entendre, au moins, la messe.

Le midi, nous nous débrouillons pour nous faire entendre, au moins, la messe.

Le soir, nous nous débrouillons pour nous faire entendre, au moins, la messe.

Le matin, nous nous débrouillons pour nous faire entendre, au moins, la messe.

Le midi, nous nous débrouillons pour nous faire entendre, au moins, la messe.

Le soir, nous nous débrouillons pour nous faire entendre, au moins, la messe.

Le matin, nous nous débrouillons pour nous faire entendre, au moins, la messe.

Le midi, nous nous débrouillons pour nous faire entendre, au moins, la messe.

Le soir, nous nous débrouillons pour nous faire entendre, au moins, la messe.

Le matin, nous nous débrouillons pour nous faire entendre, au moins, la messe.

Le midi, nous nous débrouillons pour nous faire entendre, au moins, la messe.

Le soir, nous nous débrouillons pour nous faire entendre, au moins, la messe.

Le matin, nous nous débrouillons pour nous faire entendre, au moins, la messe.

Le midi, nous nous débrouillons pour nous faire entendre, au moins, la messe.

Le soir, nous nous débrouillons pour nous faire entendre, au moins, la messe.

Le matin, nous nous débrouillons pour nous faire entendre, au moins, la messe.

Le midi, nous nous débrouillons pour nous faire entendre, au moins, la messe.

Le soir, nous nous débrouillons pour nous faire entendre, au moins, la messe.

# le libertaire

L'usine aux ouvriers .. La terre aux paysans

Sous le drapeau de la C.N.T.

## Que va devenir la CGT ?

Les dirigeants de la C.G.T., ces porte-parole d'une classe ouvrière, semblent fort occupés à faire entendre un mélange d'enthousiasme et de dépit, à deux voix sur le mode aigu chez les ex-unitaires, plus en sourdine chez les ex-confédérés, dont le refrain est : « Pas de scission ».

C'est ce qui ressort des articles de B. Frachon dans L'Humanité et de la conférence nationale des militants de Force Ouvrière. Une si touchante unanimous devrait rassurer les partisans de l'unité syndicale et pourtant il existe, dans les deux camps, un certain scepticisme, parce que la vraie pensée des deux chefs de clan confédérés semblerait plutôt « pas ENCORE de scission ».

Pour divorcer, comme pour faire la guerre, il faut choisir le moment propice. Il y a d'ailleurs plusieurs manières de se séparer, et des deux côtés on est à supposer les avantages et les inconvénients des divers modes de rupture. A l'amiable, avec une simple séparation des biens, bien sûr la manière forte ? Du côté moscovite, on s'oppose à la séparation, mais casser avec la dernière énergie, futé en faisant quelques concessions aux minoritaires pour gagner du temps.

Que les minoritaires veulent substituer le bulletin social au vote à main levée pour la désignation des responsables syndicaux, c'est une satisfaction que les staliniens peuvent leur accorder sans trop d'inquiétude. Rien n'empêche qu'ils soient les plus nombreux, les plus actifs dans les organisations syndicales de la C.G.T. Rien n'empêcherait que sur « six millions d'adhérents », il n'y en ait six cent mille — ou moins — qui votent pour le renouvellement des cadres syndicaux. Et parmi ces votants, communistes et sympathisants ne feront-ils pas pression pour que l'unité syndicale soit maintenue ?

Le point est que les revendications, le point est que les revendications, pourront être portées de motif de dissenssion dans une période de grève ; mais nous n'acceptons pas le principe de la carte forcée, nous considérons que les travailleurs n'ont pas le droit d'attendre l'application du renouvellement des cadres syndicaux des Stalins ; mais que la lutte engagée a pour seul objectif de revitaliser le pouvoir d'achat afin que celui-ci se trouve en constante rapport avec les hausses qui nous sont aussi bien que les commerçants, les paysans, les médecins, les avocats et tout le reste.

Les protestations se sont élevées dans la presse plus ou moins indépendante. Même par un désir d'équité — supposons-le ainsi — M. Schuman a pris des dispositions qui tendront à établir l'égalité devant l'impôt, telle qu'elle existe, ou à peu près, en Angleterre ou aux Etats-Unis.

Et l'année prochaine, chacun devra avoir son carnet fiscal, ou l'on pourra vérifier si tous ceux qui jusqu'à présent ont été protégés par l'impôt, ont accompli ou non leur devoir de contribuer.

Parallèlement, l'abstention à la base sur le revenu, et dans ce cas, sur les salaires, sera élevée à 80.000 francs de façon que tous nos travailleurs ne paient plus l'impôt.

Nous engageons nos camarades fonctionnaires à continuer plus que jamais la lutte pour de véritables revendications.

Les amis irréductibles du ridicule minimum en tout de la C.G.T. nous demandent que les travailleurs puissent disposer d'un pouvoir d'achat comparable à celui de 1938 avec application de l'échelle mobile et sans préjudice du retour aux quarante heures.

THUOT.

## Drôle de reprise

Nous avons pu constater que, partout où il nous a été possible de le faire, les camarades de la C.N.T. ont pris part à la grève, et que dans maints services ils ont fait partie du comité de grève. Nous avons tenu à nous faire entendre, dans les réunions de l'Unité dans l'action, afin que les revendications puissent avoir le soutien qu'elles méritent. Quant à l'action directe, tant de fois préconisée par la C.N.T., elle ne pouvait que rencontrer l'assentiment de tous nos membres.

Le point est que les revendications, le point est que les revendications, pourront être portées de motif de dissenssion dans une période de grève ; mais nous n'acceptons pas le principe de la carte forcée, nous considérons que les travailleurs n'ont pas le droit d'attendre l'application du renouvellement des cadres syndicaux des Stalins ; mais que la lutte engagée a pour seul objectif de revitaliser le pouvoir d'achat afin que celui-ci se trouve en constante rapport avec les hausses qui nous sont aussi bien que les commerçants, les paysans, les médecins, les avocats et tout le reste.

Les protestations se sont élevées dans la presse plus ou moins indépendante. Même par un désir d'équité — supposons-le ainsi — M. Schuman a pris des dispositions qui tendront à établir l'égalité devant l'impôt, telle qu'elle existe, ou à peu près, en Angleterre ou aux Etats-Unis.

Et l'année prochaine, chacun devra avoir son carnet fiscal, ou l'on pourra vérifier si tous ceux qui jusqu'à présent ont été protégés par l'impôt, ont accompli ou non leur devoir de contribuer.

Parallèlement, l'abstention à la base sur le revenu, et dans ce cas, sur les salaires, sera élevée à 80.000 francs de façon que tous nos travailleurs ne paient plus l'impôt.

Nous engageons nos camarades fonctionnaires à continuer plus que jamais la lutte pour de véritables revendications.

Les amis irréductibles du ridicule minimum en tout de la C.G.T. nous demandent que les travailleurs puissent disposer d'un pouvoir d'achat comparable à celui de 1938 avec application de l'échelle mobile et sans préjudice du retour aux quarante heures.

Le point est que les revendications, le point est que les revendications, pourront être portées de motif de dissenssion dans une période de grève ; mais nous n'acceptons pas le principe de la carte forcée, nous considérons que les travailleurs n'ont pas le droit d'attendre l'application du renouvellement des cadres syndicaux des Stalins ; mais que la lutte engagée a pour seul objectif de revitaliser le pouvoir d'achat afin que celui-ci se trouve en constante rapport avec les hausses qui nous sont aussi bien que les commerçants, les paysans, les médecins, les avocats et tout le reste.

Les protestations se sont élevées dans la presse plus ou moins indépendante. Même par un désir d'équité — supposons-le ainsi — M. Schuman a pris des dispositions qui tendront à établir l'égalité devant l'impôt, telle qu'elle existe, ou à peu près, en Angleterre ou aux Etats-Unis.

Et l'année prochaine, chacun devra avoir son carnet fiscal, ou l'on pourra vérifier si tous ceux qui jusqu'à présent ont été protégés par l'impôt, ont accompli ou non leur devoir de contribuer.

Parallèlement, l'abstention à la base sur le revenu, et dans ce cas, sur les salaires, sera élevée à 80.000 francs de façon que tous nos travailleurs ne paient plus l'impôt.

Nous engageons nos camarades fonctionnaires à continuer plus que jamais la lutte pour de véritables revendications.

Les amis irréductibles du ridicule minimum en tout de la C.G.T. nous demandent que les travailleurs puissent disposer d'un pouvoir d'achat comparable à celui de 1938 avec application de l'échelle mobile et sans préjudice du retour aux quarante heures.

Le point est que les revendications, le point est que les revendications, pourront être portées de motif de dissenssion dans une période de grève ; mais nous n'acceptons pas le principe de la carte forcée, nous considérons que les travailleurs n'ont pas le droit d'attendre l'application du renouvellement des cadres syndicaux des Stalins ; mais que la lutte engagée a pour seul objectif de revitaliser le pouvoir d'achat afin que celui-ci se trouve en constante rapport avec les hausses qui nous sont aussi bien que les commerçants, les paysans, les médecins, les avocats et tout le reste.

Les protestations se sont élevées dans la presse plus ou moins indépendante. Même par un désir d'équité — supposons-le ainsi — M. Schuman a pris des dispositions qui tendront à établir l'égalité devant l'impôt, telle qu'elle existe, ou à peu près, en Angleterre ou aux Etats-Unis.

Et l'année prochaine, chacun devra avoir son carnet fiscal, ou l'on pourra vérifier si tous ceux qui jusqu'à présent ont été protégés par l'impôt, ont accompli ou non leur devoir de contribuer.

Parallèlement, l'abstention à la base sur le revenu, et dans ce cas, sur les salaires, sera élevée à 80.000 francs de façon que tous nos travailleurs ne paient plus l'impôt.

Nous engageons nos camarades fonctionnaires à continuer plus que jamais la lutte pour de véritables revendications.

Les amis irréductibles du ridicule minimum en tout de la C.G.T. nous demandent que les travailleurs puissent disposer d'un pouvoir d'achat comparable à celui de 1938 avec application de l'échelle mobile et sans préjudice du retour aux quarante heures.

Le point est que les revendications, le point est que les revendications, pourront être portées de motif de dissenssion dans une période de grève ; mais nous n'acceptons pas le principe de la carte forcée, nous considérons que les travailleurs n'ont pas le droit d'attendre l'application du renouvellement des cadres syndicaux des Stalins ; mais que la lutte engagée a pour seul objectif de revitaliser le pouvoir d'achat afin que celui-ci se trouve en constante rapport avec les hausses qui nous sont aussi bien que les commerçants, les paysans, les médecins, les avocats et tout le reste.

Les protestations se sont élevées dans la presse plus ou moins indépendante. Même par un désir d'équité — supposons-le ainsi — M. Schuman a pris des dispositions qui tendront à établir l'égalité devant l'impôt, telle qu'elle existe, ou à peu près, en Angleterre ou aux Etats-Unis.

Et l'année prochaine, chacun devra avoir son carnet fiscal, ou l'on pourra vérifier si tous ceux qui jusqu'à présent ont été protégés par l'impôt, ont accompli ou non leur devoir de contribuer.

Parallèlement, l'abstention à la base sur le revenu, et dans ce cas, sur les salaires, sera élevée à 80.000 francs de façon que tous nos travailleurs ne paient plus l'impôt.

Nous engageons nos camarades fonctionnaires à continuer plus que jamais la lutte pour de véritables revendications.

Les amis irréductibles du ridicule minimum en tout de la C.G.T. nous demandent que les travailleurs puissent disposer d'un pouvoir d'achat comparable à celui de 1938 avec application de l'échelle mobile et sans préjudice du retour aux quarante heures.

Le point est que les revendications, le point est que les revendications, pourront être portées de motif de dissenssion dans une période de grève ; mais nous n'acceptons pas le principe de la carte forcée, nous considérons que les travailleurs n'ont pas le droit d'attendre l'application du renouvellement des cadres syndicaux des Stalins ; mais que la lutte engagée a pour seul objectif de revitaliser le pouvoir d'achat afin que celui-ci se trouve en constante rapport avec les hausses qui nous sont aussi bien que les commerçants, les paysans, les médecins, les avocats et tout le reste.

Les protestations se sont élevées dans la presse plus ou moins indépendante. Même par un désir d'équité — supposons-le ainsi — M. Schuman a pris des dispositions qui tendront à établir l'égalité devant l'impôt, telle qu'elle existe, ou à peu près, en Angleterre ou aux Etats-Unis.

Et l'année prochaine, chacun devra avoir son carnet fiscal, ou l'on pourra vérifier si tous ceux qui jusqu'à présent ont été protégés par l'impôt, ont accompli ou non leur devoir de contribuer.

Parallèlement, l'abstention à la base sur le revenu, et dans ce cas, sur les salaires, sera élevée à 80.000 francs de façon que tous nos travailleurs ne paient plus l'impôt.

Nous engageons nos camarades fonctionnaires à continuer plus que jamais la lutte pour de véritables revendications.

Les amis irréductibles du ridicule minimum en tout de la C.G.T. nous demandent que les travailleurs puissent disposer d'un pouvoir d'achat comparable à celui de 1938 avec application de l'échelle mobile et sans préjudice du retour aux quarante heures.

Le point est que les revendications, le point est que les revendications, pourront être portées de motif de dissenssion dans une période de grève ; mais nous n'acceptons pas le principe de la carte forcée, nous considérons que les travailleurs n'ont pas le droit d'attendre l'application du renouvellement des cadres syndicaux des Stalins ; mais que la lutte engagée a pour seul objectif de revitaliser le pouvoir d'achat afin que celui-ci se trouve en constante rapport avec les hausses qui nous sont aussi bien que les commerçants, les paysans, les médecins, les avocats et tout le reste.

Les protestations se sont élevées dans la presse plus ou moins indépendante. Même par un désir d'équité — supposons-le ainsi — M. Schuman a pris des dispositions qui tendront à établir l'égalité devant l'impôt, telle qu'elle existe, ou à peu près, en Angleterre ou aux Etats-Unis.

Et l'année prochaine, chacun devra avoir son carnet fiscal, ou l'on pourra vérifier si tous ceux qui jusqu'à présent ont été protégés par l'impôt, ont accompli ou non leur devoir de contribuer.

Parallèlement, l'abstention à la base sur le revenu, et dans ce cas, sur les salaires, sera élevée à 80.000 francs de façon que tous nos travailleurs ne paient plus l'impôt.

Nous engageons nos camarades fonctionnaires à continuer plus que jamais la lutte pour de véritables revendications.

Les amis irréductibles du ridicule minimum en tout de la C.G.T. nous demandent que les travailleurs puissent disposer d'un pouvoir d'achat comparable à celui de 1938 avec application de l'échelle mobile et sans préjudice du retour aux quarante heures.

Le point est que les revendications, le point est que les revendications, pourront être portées de motif de dissenssion dans une période de grève ; mais nous n'acceptons pas le principe de la carte forcée, nous considérons que les travailleurs n'ont pas le droit d'attendre l'application du renouvellement des cadres syndicaux des Stalins ; mais que la lutte engagée a pour seul objectif de revitaliser le pouvoir d'achat afin que celui-ci se trouve en constante rapport avec les hausses qui nous sont aussi bien que les commerçants, les paysans, les médecins, les avocats et tout le reste.

Les protestations se sont élevées dans la presse plus ou moins indépendante. Même par un désir d'équité — supposons-le ainsi — M. Schuman a pris des dispositions qui tendront à établir l'égalité devant l'impôt, telle qu'elle existe, ou à peu près, en Angleterre ou aux Etats-Unis.

Et l'année prochaine, chacun devra avoir son carnet fiscal, ou l'on pourra vérifier si tous ceux qui jusqu'à présent ont été protégés par l'impôt, ont accompli ou non leur devoir de contribuer.

Parallèlement, l'abstention à la base sur le revenu, et dans ce cas, sur les salaires, sera élevée à 80.000 francs de façon que tous nos travailleurs ne paient plus l'impôt.

Nous engageons nos camarades fonctionnaires à continuer plus que jamais la lutte pour de véritables revendications.

Les amis irréductibles du ridicule minimum en tout de la C.G.T. nous demandent que les travailleurs puissent disposer d'un pouvoir d'achat comparable à celui de 1938 avec application de l'échelle mobile et sans préjudice du retour aux quarante heures.

Le point est que les revendications, le point est que les revendications, pourront être portées de motif de dissenssion dans une période de grève ; mais nous n'acceptons pas le principe de la carte forcée, nous considérons que les travailleurs n'ont pas le droit d'attendre l'application du renouvellement des cadres syndicaux des Stalins ; mais que la lutte engagée a pour seul objectif de revitaliser le pouvoir d'achat afin que celui-ci se trouve en constante rapport avec les hausses qui nous sont aussi bien que les commerçants, les paysans, les médecins, les avocats et tout le reste.

Les protestations se sont élevées dans la presse plus ou moins indépendante. Même par un désir d'équité — supposons-le ainsi — M. Schuman a pris des dispositions qui tendront à établir l'égalité devant l'impôt, telle qu'elle existe, ou à peu près, en Angleterre ou aux Etats-Unis.

Et l'année prochaine, chacun devra avoir son carnet fiscal, ou l'on pourra vérifier si tous ceux qui jusqu'à présent ont été protégés par l'impôt, ont accompli ou non leur devoir de contribuer.

Parallèlement, l'abstention à la base sur le revenu, et dans ce cas, sur les salaires, sera élevée à 80.000 francs de façon que tous nos travailleurs ne paient plus l'impôt.

Nous engageons nos camarades fonctionnaires à continuer plus que jamais la lutte pour de véritables revendications.

Les amis irréductibles du ridicule minimum en tout de la C.G.T. nous demandent que les travailleurs puissent disposer d'un pouvoir d'achat comparable à celui de 1938 avec application de l'échelle mobile et sans préjudice du retour aux quarante heures.

Le point est que les revendications, le point est que les revendications, pourront être portées de motif de dissenssion dans une période de grève ; mais nous n'acceptons pas le principe de la carte forcée, nous considérons que les travailleurs n'ont pas le droit d'attendre l'application du renouvellement des cadres syndicaux des Stalins ; mais que la lutte engagée a pour seul objectif de revitaliser le pouvoir d'achat afin que celui-ci se trouve en constante rapport avec les hausses qui nous sont aussi bien que les commerçants, les paysans, les médecins, les avocats et tout le reste.

Les protestations se sont élevées dans la presse plus ou moins indépendante. Même par un désir d'équité — supposons-le ainsi — M. Schuman a pris des dispositions qui tendront à établir l'égalité devant l'impôt, telle qu'elle existe, ou à peu près, en Angleterre ou aux Etats-Unis.

Et l'année prochaine, chacun devra avoir son carnet fiscal, ou l'on pourra vérifier si tous ceux qui jusqu'à présent ont été protégés par l'impôt, ont accompli ou non leur devoir de contribuer.

Parallèlement, l'abstention à la base sur le revenu, et dans ce cas, sur les salaires, sera élevée à 80.000 francs de façon que tous nos travailleurs ne paient plus l'impôt.

Nous engageons nos camarades fonctionnaires à continuer plus que jamais la lutte pour de véritables revendications.

Les amis irréductibles du ridicule minimum en tout de la C.G.T. nous demandent que les travailleurs puissent disposer d'un pouvoir d'achat comparable à celui de 1938 avec application de l'échelle mobile et sans préjudice du retour aux quarante heures.

Le point est que les revendications, le point est que les revendications, pourront être portées de motif de dissenssion dans une période de grève ; mais nous n'acceptons pas le principe de la carte forcée, nous considérons que les travailleurs n'ont pas le droit d'attendre l'application du renouvellement des cadres syndicaux des Stalins ; mais que la lutte engagée a pour seul objectif de revitaliser le pouvoir d'achat afin que celui-ci se trouve en constante rapport avec les hausses qui nous sont aussi bien que les commerçants, les paysans, les médecins, les avocats et tout le reste.

Les protestations se sont élevées dans la presse plus ou moins indépendante. Même par un désir d'équité — supposons-le ainsi — M. Schuman a pris des dispositions qui tendront à établir l'égalité devant l'impôt, telle qu'elle existe, ou à peu près, en Angleterre ou aux Etats-Unis.

Et l'année prochaine, chacun devra avoir son carnet fiscal, ou l'on pourra vérifier si tous ceux qui jusqu'à présent ont été protégés par l'impôt, ont accompli ou non leur devoir de contribuer.

</div